



## *Conférence plénière :*

« L'AICT et le climat : une dynamique en construction »

Mardi 29 juin 2021, de 9h30 à 11h30, Cité des Sciences et de l'Industrie

---

## Synthèse

---

Les défis climatiques nous touchent de plus en plus dans nos modes de vie, et amènent les élus et élus locaux à restructurer l'organisation sociétale, plus transversale, plus en proximité, pour une prise en compte du phénomène à tous les niveaux, et ce, pour secteur concerné. En effet, les collectivités territoriales s'attachent de plus en plus à mettre en place des politiques publiques liées au climat, pour anticiper les nécessaires transformations, qu'il s'agisse des équipements, des bâtiments publics, des modes de transport... et ce, dans une dynamique citoyenne d'ouverture sociale, et inclusive.

Et l'action internationale des collectivités territoriales est bien sûr aussi concernée. Cette action est en effet essentielle pour partager et développer des solutions devant permettre de mieux affronter les défis, pour un développement plus durable des territoires et des femmes et hommes qui y vivent. Il s'agit de prendre à bras le corps notre responsabilité vis-à-vis des Objectifs de développement durable (ODD), dont la territorialisation est désormais reconnue.

### **Animation**

Geneviève Sevrin, Directrice générale de CUF

Constance Koukoui, Cheffe du service Animation géographique et thématique

[c.koukoui@cites-unies-france.org](mailto:c.koukoui@cites-unies-france.org)



**De gauche à droite :** Frédéric Vallier (CCRE/Platforma), Jean-Claude Dardelet (Ville de Toulouse), Philippe Masset (ADEME), Laurent Zylberberg (Caisse des Dépôts), Arnaud Ngatcha (Ville de Paris), Léonore Moncond'huy (Ville de Poitiers), Brian Aggeler (Ambassade des Etats-Unis), Christine Moro (MEAE/DAECT), Bernard Soulage (Association Climate Chance), Gérard Wolf (MEDEF International), Geneviève Sevrin (CUF), Constance Koukoui (CUF)

## Témoignage pays

- **Brian Aggeler**, Chargé d'affaires, Ambassade des Etats-Unis en France

Depuis la dernière élection présidentielle, les États-Unis, deuxième émetteur mondial de gaz à effet de serre (15% des émissions) se sont fortement engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique. Cependant, le défi climatique ne pourra être surmonté seul. Aussi, après être revenus dans les accords de Paris, les Etats-Unis ont organisé le sommet virtuel des acteurs pour le climat. Ce sommet a permis à de nombreux pays de revoir leurs engagements climatiques à la hausse. Outre ce volontarisme en faveur de l'action multilatérale, les États-Unis continueront d'aider les pays les plus vulnérables subissant les effets catastrophiques du réchauffement. Dans ce combat contre le réchauffement climatique, la mobilisation de l'État, du secteur privé, de la société civile et des communautés locales est centrale.

## Premiers constats et cadre général

- **Léonore Moncond'huy**, Maire de Poitiers, Vice-Présidente de Grand Poitiers, 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente de Cités Unies France et animatrice de la mission thématique Climat au sein de CUF

L'action internationale des collectivités territoriales s'articule autour de la capitalisation des expériences des unes et des autres, et de l'impulsion de nouvelles dynamiques. Les collectivités territoriales sont d'ores et déjà mobilisées autour de la transition écologique, et mettent en place de nouveaux outils pour faire face aux défis climatiques et être exemplaires dans leurs pratiques. Cependant, leur voix n'est pas suffisamment prise en compte dans les sphères étatiques. Il existe néanmoins une réelle volonté de mener une politique internationale responsable : ainsi, cette 12<sup>e</sup> édition des Rencontres de l'AICT est l'occasion d'écrire la feuille de route Climat de Cités Unies France, et de structurer ensemble le plaidoyer qui sera porté lors de la COP 26 et au-delà.

- **Arnaud Ngatcha**, Adjoint à la Maire de Paris, Président du groupe-pays Sénégal de CUF : suites de la Déclaration de Paris du 11 décembre 2020 ; engagements de la ville sur la biodiversité.

La Ville de Paris est très engagée en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique. Cet engagement se décline sur le plan territorial par la réalisation de politiques publiques visant à réduire la pollution et à protéger la biodiversité. A l'échelle internationale, la mairie mène également une politique volontariste puisqu'elle finance des actions solidaires (ex : le plan SOLIDAE) ; elle soutient également ses partenaires au sein d'organisations multilatérales, et joue un rôle moteur en organisant des conférences internationales. Ainsi, le 6 octobre prochain, la ville de Paris accueillera une conférence internationale sur la conservation des forêts d'Afrique centrale et la protection de la biodiversité.

- **Laurent Zylberberg**, Directeur des relations institutionnelles, internationales et européennes, Groupe Caisse des Dépôts / Banque des territoires : un outil, le Plan de relance, au service de la mise en œuvre de la transition écologique des collectivités territoriales françaises, et de leurs homologues dans certains pays

La Caisse des Dépôts et Consignations soutient financièrement les collectivités dans leurs projets de coopérations décentralisées afin de favoriser les échanges d'expériences face au défi mondial du réchauffement climatique. L'action de la caisse des dépôts à l'internationale passe également par l'aide qu'elle apporte et a apportée à la mise en place d'institutions financières analogue au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire. Aujourd'hui, la caisse des dépôts et consignations oriente ses financements autour de 4 grands piliers : la rénovation thermique des bâtiments, la mobilité verte, la production d'énergies renouvelables et l'innovation pour la modernisation des infrastructures. Ces investissements sont réalisés avec le concours des collectivités sans qui la transition au niveau local ne pourra se faire.

- **Philippe Masset**, Directeur Europe et International, ADEME : l'accompagnement des plans climats territoriaux des collectivités territoriales étrangères et l'importance de la méthodologie de trajectoire d'adaptation/bas carbone ; interactions ADEME/CDC

L'ADEME, l'agence de la transition écologique, est un opérateur de l'État français chargé de mettre en place les politiques de transition écologique. A cet égard, elle entretient des relations très étroites avec les collectivités territoriales françaises. Cette expertise alimente le volet international de son action. Celui-ci passe par les accords de coopération de l'Etat français mais aussi par les accords de coopération décentralisés entre collectivités. Lorsqu'elle intervient, l'ADEME apporte des outils d'expertise technique et d'information afin de permettre à l'ensemble des parties prenantes d'acquiescer une meilleure compréhension des enjeux, ainsi que de nouvelles compétences.

## Échanges avec la salle

**Question du public via le site :** Comment protéger les forêts de la destruction sans appauvrir les populations qui vivent de cette destruction ? Comment mettre fin à la demande mondiale de bois qui alimente cette destruction ?

**Réponse de M. Ngatcha :** Pour répondre à cette question difficile, nous avons sollicité des chercheurs pour qu'ils présentent des solutions qui existent telle que celle adoptée au Costa Rica qui a réussi à adopter un modèle économique respectueux de l'environnement et permettant aux populations de vivre décemment.

**Madame Koubonou-Touni,** Présidente du Réseau des Femmes Elues Locales d'Afrique (REFELA) : une partie des femmes togolaises travaillent dans le domaine agricole et doivent faire face à l'imprévisibilité des pluies causées par le changement climatique. Et pour survivre, elles se tournent vers l'abattage d'arbre afin de fabriquer du charbon. Quelles solutions pour permettre à la fois la survie des femmes et la protection du climat ?

**Réponse de M. Zylberberg :**

On apprend beaucoup des erreurs des autres. Aujourd'hui, l'Afrique peut basculer vers le renouvelable. Il y a bien sûr des défis à relever, ces sources d'énergies sont intermittentes, les propriétés climatiques des pays de zone équatoriale ne leur permettent ni d'accéder au solaire (couverture nuageuse dense) ni à l'éolien (faiblesse des vents). Si l'hydraulique peut apporter des solutions, il repose sur l'inondation de terres et représente une menace pour la biodiversité. Ceci étant, la problématique majeure est celle de la durée.

**Question via le site internet :** Les témoignages et propositions montrent une envie de reprendre les mêmes modèles de consommation. Comment changer cette perspective si nous restons centrés dans un certain « occidental-centrisme » ?

**Réponse de M. Zylberberg :**

Je ne pense pas que revenir en arrière soit une solution pour les pays du Sud. Cela signifierait le retour aux grandes famines des années 1960. Au contraire, c'est la croissance qui permet de réduire les inégalités.

## Réaction des réseaux : rôle, engagement, actions

- **Emilia Saïz,** Secrétaire générale, Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU)

Au regard de ces derniers mois, il convient de souligner l'importance du leadership dont les collectivités ont fait preuve dans la conduite de leurs actions en matière de transition écologique et de climat. Plus que jamais, la participation des gouvernements locaux et régionaux, aux côtés des Etats, est indispensable à l'élaboration des politiques publiques, lesquelles sont également affectées par la crise climatique. Enfin, pour que l'ensemble de ces actions soit efficient, il importe de mettre en œuvre un agenda universel au sein duquel figurent les priorités communes telles que le lien entre les inégalités et les conséquences du changement climatique.

- **Frédéric Vallier**, Secrétaire général, Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE) pour le réseau européen PLATFORMA

L'action des collectivités territoriales donne du sens à l'action publique. Toutefois, il convient de munir les collectivités d'outils notamment financiers pour qu'elles puissent mener à terme leur plan d'action en matière de développement durable. À ce titre, l'Union européenne a créé une boîte à outils en ligne à destination des collectivités territoriales européennes impliquées dans, ou désireuses d'initier, un processus de développement urbain intégré et durable : le Cadre de référence pour les villes durables<sup>1</sup> Ces dispositifs d'aides peuvent également être développés par les caisses de dépôts, et les banques de développement nationales et internationales, et participer, de fait, à l'appropriation des enjeux politiques portés par le climat.

- **Bernard Soulage**, Secrétaire général, Association Climate Chance

Créée dans le prolongement du sommet Climat et territoires de Lyon en 2015, Climate Chance est une association internationale qui cherche à fédérer l'ensemble des acteurs non-étatiques reconnus par la Convention cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques. L'Association œuvre pour la prise en compte des collectivités territoriales dans l'élaboration des contributions déterminées au niveau national exigées par l'Accord de Paris, et reconnaît la nécessité des financements dans la mise en œuvre des politiques publiques. Enfin, Climate Chance organise la journée de la Convention des Maires pour l'Afrique Subsaharienne dans le cadre du prochain Sommet Climate Chance Afrique à Dakar : ces rencontres permettront d'échanger sur les actions menées, d'avoir des retours d'expériences de pays africains et de construire des coalitions thématiques.

- **Gérard Wolf**, Président, Task force Villes durables de MEDEF International :

Les entreprises participent également à la lutte contre le changement climatique. Elles interviennent, à cet effet, dans quatre services essentiels : l'eau et l'assainissement, la gestion des déchets, l'électricité et les transports urbains. Cependant, si les entreprises sont comptables des politiques élaborées par les collectivités territoriales, il revient à ces dernières d'être suffisamment exigeantes sur la qualité et le fonctionnement des solutions qu'elles souhaitent mettre en œuvre.

### Les jumeaux climatiques

- **Jean-Claude Dardelet**, Adjoint au maire de Toulouse, vice-président de Toulouse Métropole, Président du groupe-pays Vietnam de Cités Unies France

Notre planète est confrontée à des limites physiques si bien que se pose dans toutes nos politiques la question de la préservation des ressources et leur recyclage. Un des défis majeurs posé par la lutte contre le réchauffement climatique concerne l'aménagement urbain. Le défi est mondial et la coopération primordiale. Aussi, la ville de Toulouse mène avec les villes de Tunis, Séville et Düsseldorf des projets de jumelage climatique afin de capitaliser les expériences des uns et des autres. Dans cette lutte contre le réchauffement climatique, les politiques menées par l'Union Européenne constituent des sources majeures de financements en même temps que d'importants vecteurs de changement. La crise de la COVID nous a permis d'identifier nos

---

<sup>1</sup> European Reference Framework for Sustainable Cities (RFSC), <http://rfsc.eu/fr/>

défaillances dans toute une série de domaines, et nous invite à agir. Les transformations qu'il sera nécessaire d'effectuer s'inscrivent dans le temps et il faudra coopérer, partager nos expériences et nos compétences afin que celles-ci ne disparaissent pas avec les alternances politiques.

- **Souad Abderrahim**, Maire de Tunis

La ville de Tunis est très attachée à la coopération internationale avec les collectivités territoriales des autres pays, les organisations non-gouvernementales et réseaux universitaires internationaux. C'est à cette condition que la communauté internationale pourra faire face aux défis mondiaux comme le changement climatique. C'est forte de ces convictions que Tunis participe avec la ville de Toulouse à un projet de jumelage climatique et qu'elle mène des politiques de « reverdissement » tel que l'entretien de jardins publics (i.e. parc du Belvédère) ou encore la piétonnisation de certaines zones de la ville.

- **Helga Stulgies**, Conseillère, Adjointe du Maire à l'Office de protection de l'environnement de Düsseldorf

La Ville de Düsseldorf fait face à une évolution de son climat. Pour s'y adapter, elle a adopté en 2017 un plan climat. Dans cette perspective, elle a également cherché des partenaires confrontés au climat que la ville connaîtra dans le futur. Ainsi un partenariat s'est noué entre la ville de Toulouse et celle de Düsseldorf à la faveur du projet européen LIFE Green Heart. Ce partenariat prend aujourd'hui plusieurs formes allant de l'échange d'informations, à la réalisation de webinaires en passant par l'organisation d'expositions photos communes. Il a d'ores et déjà permis à la ville de Düsseldorf d'expérimenter des brumisateurs en période de chaleur et de réaliser un plan canicule.

## Synthèse et conclusion

- **Christine Moro**, Ambassadeur, Déléguée pour l'Action extérieure des collectivités locales, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Il existe de nombreux points de rencontres entre l'action sur le climat et les objectifs de développement durable, c'est pourquoi les collectivités territoriales doivent travailler ensemble. La DAECT accompagne cette mobilisation de la manière suivante :

- soutien aux collectivités territoriales pour l'inscription de financements innovants dans les lois successives portant sur le climat et le développement durable ;
- programme d'expertise nommé EXPE-CT dont l'objectif est de labelliser les collectivités françaises et leurs associations afin de promouvoir à l'international leurs compétences et savoir-faire dans le cadre de projets de coopération décentralisée ;
- veille sur une présence des collectivités lors des grandes rencontres, pour que les actions menées soient reconnues en tant que composante à part entière de la mobilisation internationale.

- **Léonore Moncond'huy**, Maire de Poitiers, Vice-Présidente de Grand Poitiers, 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente de Cités Unies France et animatrice de la mission thématique Climat de CUF

Ces échanges ont permis de constater qu'il y a une grande confiance en l'action publique ainsi qu'une reconnaissance des politiques publiques comme leviers d'action pour répondre aux défis



climatiques. L'engagement des collectivités à l'international est important si l'on souhaite trouver des solutions innovantes et aller de l'avant ensemble, face à l'impératif climatique. Les ateliers qui vont se dérouler tout au long de cette journée permettront d'aller plus loin dans la réflexion, et de construire la feuille de route de CUF, qui permettra notamment de porter la parole des collectivités territoriales lors de la COP 26 à Glasgow.

### *Rédaction du compte-rendu*

Kieu Mai Nguyen Tan  
Dylan Coupa

### **Pour aller plus loin :**

Intervention enregistrée de Helga Stulgies: <https://www.youtube.com/channel/UCIZEwfEpsJzdsnatZe6rJA/videos>

Retrouvez le résumé de cette journée sur : <https://cites-unies-france.org/Les-ACTES-des-Rencontres-de-l-AICT-2021-enregistrements-des-conferences>

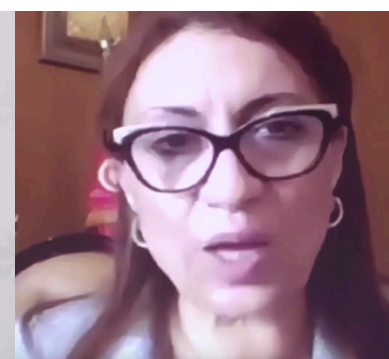
### **Intervenantes en visioconférence**



Emilia Saiz, CGLU



Helga Stulgies, Ville de Düsseldorf



Souad Abderrahim, Ville de Tunis



## Biographie des intervenants et intervenantes

### TÉMOIGNAGES PAYS :

**Brian Aggeler**, Chargé d'affaires *ad interim* à l'Ambassade des Etats-Unis en France :

- Avant son arrivée à Paris, Brian Aggeler était Directeur du Bureau de Coordination de l'Assistance à la Direction des Affaires du Proche-Orient du Département d'Etat américain, où il dirigeait une équipe de 70 personnes à Washington et deux centres régionaux afin de coordonner les aides gouvernementales américaines au Moyen-Orient et en refléter les priorités politiques.
- Haut fonctionnaire des Affaires étrangères des États-Unis avec le grade de Ministre Conseiller, Brian Aggeler a déjà occupé le poste de Coordinateur de l'Assistance économique et du Développement à l'Ambassade des États-Unis à Islamabad, supervisant la planification et la mise en œuvre de programmes d'aide civile annuels gérés par plusieurs agences américaines à hauteur de 700 millions de dollars.
- Il a également occupé le poste de Chef de Mission adjoint à l'Ambassade américaine de Skopje, en Macédoine. Précédemment, Brian Aggeler a également été Conseiller politique à Hanoï, au Vietnam, Chargé d'affaires à la Mission américaine de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO) à Paris, et a servi à Delhi, Chennai, Budapest, Ouagadougou et Washington.
- Avant de rejoindre les Affaires étrangères américaines, Brian Aggeler faisait partie du programme de bénévolat Peace Corps en République centrafricaine

(Source : *US Embassy*)

### PREMIERS CONSTATS ET CADRE GÉNÉRAL :

**Léonore Moncond'huy**, Maire de Poitiers et Vice-Présidente de Grand Poitiers depuis juillet 2020, 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente de Cités Unies France et animatrice de la mission thématique Climat au sein de l'association :

- Membre d'Europe Écologie Les Verts (EÉLV)
- Conseillère régionale de la région Nouvelle-Aquitaine de 2015 à 2020



- Élu(e) au Conseil communal des jeunes de Poitiers, et militante de l'éducation populaire

**Arnaud Ngatcha**, Adjoint à la Mairie de Paris, Président du groupe-pays Sénégal de Cités Unies France :

- Il commence une carrière dans les médias en devenant pigiste chez Canal+ pour l'émission *La grande famille*.
- Après différents postes de journaliste au Figaro et à France Télévisions, il réalise en 2003 et en 2006 deux documentaires pour la série *Un Maire, une ville* où il découvre la réalité du mandat municipal. En 2005, il signe le documentaire *Noir, l'identité au coeur de la question noire* qui s'intéresse aux questions d'intégration et de nationalité française et qui intègre en 2006 les programmes scolaires.
- Aujourd'hui Directeur des Opérations spéciales de France Télévisions, et a été également directeur de la culture de France 2 et des documentaires de France 5. Arnaud Ngatcha a également travaillé au Cabinet de la Ministre des Sports, Laura Flessel, où il a piloté la candidature de Paris pour l'obtention des Jeux olympiques et paralympiques de 2024 et mis en place différentes politiques publiques afin de lutter contre les discriminations.
- La lutte contre les discriminations, pour la mixité et l'intégration étant au coeur de ses engagements, il est également fortement investi dans le monde culturel et pour la défense du patrimoine.
- Ancien membre du Haut Conseil à l'Intégration
- Arnaud Ngatcha est Officier des Arts et des Lettres

**Laurent Zylberberg**, Directeur des relations institutionnelles, internationales et européennes de la Caisse des Dépôts :

- Juriste et sociologue de formation, il a soutenu sa thèse au Centre de Sociologie des Organisations (IEP Paris) avec Michel Crozier sur « l'histoire de l'aménagement de la région parisienne ». Enseignant en science politique et en droit public à Paris 1 Panthéon-Sorbonne, il a parallèlement, été membre de différents cabinets ministériels (Intérieur, Défense, Premier Ministre, Affaires Sociales) de 1989 à 1993.
- Par la suite, il a été conseiller pour les affaires sociales à l'ambassade de France à Londres jusqu'en 1996 avant de diriger le bureau de Bruxelles du cabinet de relations publiques « Euroconsultants ».
- De retour à Paris en 1998, il a intégré le groupe France Télécom occupant successivement les fonctions de directeur du marketing pour les administrations puis de directeur des relations institutionnelles. Il devient Directeur des Relations Sociales en 2005, d'abord à l'international puis sur le périmètre de l'ensemble du Groupe. En 2011, il est nommé Directeur Général d'Orange Vietnam avant de revenir en France en 2013 comme Directeur de la Conformité du Groupe.
- Il est depuis octobre 2014, Directeur des relations institutionnelles, internationales et européennes de la Caisse des Dépôts et depuis 2016, Président de l'Association européenne des Investisseurs de Long terme (ELTI).

**Philippe Masset**, Directeur Europe et International, ADEME :

- Ingénieur diplômé en 1985, il a travaillé à l'Agence Régionale de l'Energie au Conseil Régional Nord-Pas de Calais jusqu'en 1992. Mi 1992, il était employé par la Commission Européenne à Bruxelles (DG Energy) comme expert responsable des mesures d'accompagnement du programme de démonstration à destination des PME et des régions (THERMIE) jusqu'en 1998.
- En 1998, il devient Chef de Département Action Internationale et Réseaux de l'Agence Régionale de l'Energie au Conseil Régional Nord-Pas de Calais.
- En 2001 il est recruté par l'ADEME comme chef du Service des Programmes et Partenariats internationaux et est nommé en 2020 Directeur Europe et International.

## **RÉACTIONS DES RÉSEAUX : RÔLE, ENGAGEMENTS, ACTIONS :**

**Emilia Saïz**, Secrétaire générale, Cités et Gouvernements Locaux Unis :

- Actuelle secrétaire générale de CGLU depuis sa nomination à Hangzhou en décembre 2017.
- Elle a travaillé pour le mouvement international de gouvernements locaux et régionaux à différents postes depuis 1998, et a été responsable de programmes et d'initiatives sur le renforcement institutionnel et des capacités, la participation des femmes à la prise de décision locale, ou encore la coopération décentralisée.

**Frédéric Vallier**, Secrétaire général, Conseil des Communes et Régions d'Europe :

- Expert en affaires européennes et internationales aux niveaux local et régional et en diplomatie des villes, il a plus de vingt-cinq ans d'expérience de travail avec les collectivités locales et régionales.
- En tant que Secrétaire Général du CCRE, il fait campagne pour la pleine reconnaissance des gouvernements locaux et régionaux en tant que partenaires stratégiques du projet européen et appelle à une Europe plus proche de ses citoyens et de leurs premiers niveaux de démocratie.
- Il représente également les gouvernements locaux européens au sein de la Global Task Force of Local and Regional Governments et de Cités et Gouvernements Locaux Unis auprès des Nations Unies.
- Frédéric Vallier est titulaire d'un Executive Master en management public de Science Po Paris.
- Il est vice-président du Mouvement Européen International

**Bernard Soulage**, Secrétaire général, Association Climate Chance :

- Diplômé de l'IEP de Paris et docteur en urbanisme et en aménagement, ainsi qu'en économie, il travaille comme professeur agrégé des universités en sciences économiques, notamment à l'IEP de Grenoble.
- Conseiller régional depuis 1992, il accède en janvier 2009 à la fonction de député européen, et intègre la commission des affaires régionales où il travaille sur le Lyon-Turin, le FEDER et les fonds structurels.
- Depuis 2004, à l'exception d'une courte parenthèse lors de son mandat de député européen, Bernard Soulage est membre du Comité européen des régions.
- De 2004 à 2015 il a été Vice-Président de la région Rhône-Alpes et à ce titre il a été notamment Vice-Président de Cités Unies France et Président du groupe d'amitié France-Chine des collectivités territoriales des deux pays.
- Également Président du Conseil scientifique du GART (Groupement des autorités responsables de transport).

**Gérard Wolf**, Président, Task force Ville durable de MEDEF International :

- Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (Science Po) et de l'Institut National d'Agronomie (INA Paris), il intègre le corps préfectoral en 1981, au sein duquel il occupe plusieurs postes territoriaux et en cabinets ministériels (notamment auprès de Pierre Joxe et Edgar Pisani), avant de devenir directeur de cabinet du président d'EDF en 1998.
- Après avoir occupé plusieurs fonctions au sein du groupe, il en devient Vice-Président chargé des opérations et du développement internationaux, en 2008 et 2013.
- Il est aujourd'hui Président de BRICS Access, société de conseil en partenariats et investissements sur les pays étrangers.
- Il est également Vice-Président du Comité Afrique de MEDEF International.
- Il est nommé Fédérateur Villes Durables à l'international, auprès du Ministre de l'Europe et des Affaires Etrangères en 2016.

- Il est membre de l'International Council of the Global Leadership Foundation, présidé par FW de Klerk, prix Nobel de la Paix.
- Il parle couramment 5 langues et est responsable de plusieurs associations sportives.

## **LES VILLES JUMELLES CLIMATIQUES :**

**Jean-Claude Dardelet**, Adjoint au Maire de Toulouse, Vice-Président de Toulouse Métropole, Président du groupe-pays Vietnam de Cités Unies France :

- Directeur général de l'Agence de développement de Toulouse Métropole, en charge de l'attractivité, du tourisme, des rencontres et du tournage.
- Président de la Cité de l'Espace.
- Une carrière internationale dans l'industrie spatiale a conduit Jean-Claude Dardelet à occuper les plus hautes fonctions en stratégie, développement des affaires et affaires publiques avec des titres de compétences, en particulier dans le cadre des programmes européens EGNOS, Galileo et Copernicus depuis leurs débuts.
- Diplômé ingénieur en aéronautique et espace, doté d'un troisième cycle de commerce international et auditeur diplômé du Cycle des Hautes Études Européennes de l'École Nationale d'Administration.
- Il a aujourd'hui à cœur de promouvoir l'attractivité de la métropole toulousaine tant sur la scène internationale qu'au sein du concert des grandes métropoles européennes.

**Souad Abderrahim**, Maire de Tunis (première femme tunisienne à exercer cette fonction) :

- Diplômée de la faculté de Pharmacie de Monastir, elle a fait un parcours professionnel dans le secteur privé.
- Etudiante, elle s'est engagée dans la vie militante et a été victime de ses prises de position contre la dictature. Après la révolution de 2011, elle se porte candidate à l'Assemblée Nationale Constituante. Elle est élue le 23 octobre 2011, représentant la circonscription de Tunis 2 où elle est tête de liste du parti Ennahdha. Elle préside la commission parlementaire sur les Droits de l'Homme et les Libertés.
- Candidate à la mairie de Tunis lors des élections municipales de 2018, elle est élue le 3 juillet, devenant ainsi la première femme Maire de Tunis et en cette qualité elle a présidé la Fédération Nationale des Communes Tunisiennes de 2018 à 2021.
- Elle a été décorée des insignes de Chevalier de l'Ordre tunisien du Mérite en 2014.

**Helga Stulgies**, Conseillère, Adjointe du Maire à l'Office de protection de l'environnement de la Ville de Düsseldorf :

- 1975 - 1981: Études d'ingénierie mécanique à l'université RWTH d'Aix-la-Chapelle
- 1981 – 1983: ingénieur chez Mannesmann Demag
- 1984 – 1986: stagiaire dans l'administration de surveillance du commerce
- 1986 – 1990: chef de service à l'office de surveillance du commerce de Duisburg
- 1990 – 1996: chef de service au ministère de l'environnement de NRW
- 1996 – 2006: chef de l'office national de l'environnement de Krefeld
- Janvier à décembre 2007, chef du service "surveillance de l'environnement" à Düsseldorf
- Élu conseiller municipal de Düsseldorf depuis octobre 2007.

**Christine Moro**, Ministre plénipotentiaire hors classe, Ambassadeur, Déléguée pour l'Action extérieure des collectivités territoriales nommée par décret du 4 octobre 2017, après 7 ans en tant qu'Ambassadeur de France en Albanie, puis en Serbie.

- Avant ces 7 années, Christine Moro a passé plus de 20 ans en poste à l'étranger : Vice-Consul de France à Québec, deuxième Secrétaire à l'Ambassade de France à Bucarest,

première Secrétaire à l'Ambassade de France à Londres, Conseillère à l'Ambassade de France à Bonn, Consule générale de France à Naples et enfin à Istanbul.

- A ces expériences s'ajoutent celles à la Direction d'Europe au MEAE, à la Direction générale des Affaires culturelles du MEAE, celle de Directrice adjointe à la Direction d'Europe au MEAE et de Directrice générale adjointe du Conseil supérieur pour la formation et la recherche stratégiques.
- Christine Moro a été décorée de l'Ordre National du Mérite en 2011, et Officier de la Légion d'honneur en 2018.